INSTITUT
DE LA STATISTIQUE
DU QUÉBEC

www.stat.gouv.qc.ca

Coup d'œil
sociodémographique

Mai 2015 | Numéro 39

Évolution de la situation financière des ménages québécois entre 1999 et 2012

par Marc-André Gauthier

La santé financière des ménages demeure au centre des préoccupations en raison de l'augmentation continue du ratio de la dette sur le revenu disponible. Toutefois, lorsqu'on tient compte des avoirs financiers et non financiers accumulés, on constate que la hausse de l'endettement prend appui sur une accumulation importante de richesses constituant le patrimoine familial (Gauthier, 2015). Dans le cadre de la mise à jour des données du site Web de l'ISQ, nous proposons d'examiner un peu plus en détail l'évolution qu'a connue le patrimoine des familles québécoises à partir des données de l'*Enquête sur la sécurité financière* (ESF). Nous examinerons dans un premier temps la structure du patrimoine financier ainsi que la proportion des familles possédant des actifs et des dettes. Dans un second temps, il sera question de l'évolution du patrimoine lorsque l'on tient compte des caractéristiques socioéconomiques telles que l'âge et le niveau de scolarité du principal soutien économique de la famille, le revenu familial après impôt et le type de famille. Nous conclurons cet article par une brève analyse des inégalités de richesses.

Méthodologie

Les données de cet article proviennent de l'*Enquête sur la sécurité financière* (ESF) de Statistique Canada. Cette enquête a été conçue dans le but de produire une évaluation exhaustive du bilan financier des unités familiales du Canada. Les unités familiales comprennent les personnes seules et les familles économiques. Une famille économique inclut un groupe de personnes apparentées, mariées ou unies civilement qui partagent un même logement (Statistique Canada). À noter que le terme ménage ou famille sera utilisé à des fins d'allègement du texte. Cette analyse se concentre sur la valeur nette (patrimoine) médiane des ménages. La médiane a été privilégiée à la moyenne, dans la mesure où celle-ci élimine l'effet des valeurs extrêmes et représente par conséquent un meilleur aperçu de la distribution des ménages. La valeur médiane du patrimoine correspond à la valeur centrale, où la moitié des familles se retrouvent avec un patrimoine inférieur et l'autre avec un patrimoine supérieur à cette valeur. L'évaluation de la valeur des actifs et des dettes n'est produite qu'à partir des unités familiales détenant des actifs ou des dettes. Par exemple, la valeur médiane de l'hypothèque n'est calculée qu'à partir des familles ayant une hypothèque.

Tous les montants présentés sont exprimés en dollars constants de 2012. La qualité des estimations produites a été déterminée à partir de la méthode d'autoamorçage (*bootstrap* en anglais) pour le calcul de la variance. Les différences significatives ont été évaluées à partir de la méthode des intervalles de confiance à un niveau de 95 %.

L'avoir net médian des familles québécoises a doublé entre 1999 et 2012

Selon les données de l'ESF, la valeur médiane du patrimoine des familles québécoises a été pratiquement multipliée par deux, celle-ci passant de 100 200$ en 1999 à 197 900$ en 2012 (tableau 1). Parmi les plus fortes augmentations d'actifs au cours de cette période, on peut noter une appréciation importante des avoirs médians dans les régimes de retraite privés (de 61 800$ à 111 400$), une hausse qui paraît largement tributaire de la valorisation des régimes de retraite d'employeur (de 67 400$ à 116 300$). Sans surprise, la valeur médiane de la résidence des familles propriétaires a fortement progressé, celle-ci s'établissant à 234 200$ en 2012, alors qu'elle n'atteignait que 123 900$ en 1999.

Tableau 1
Avoirs et dettes des ménages ayant des actifs ou des dettes, montants médians, Québec, 1999, 2012 (dollars constants de 2012)

	1999	2012
	$2012	
Avoirs	**155 200**	**303 800**
Avoirs financiers dans les régimes de retraite privés	61 800	111 400
REER, FERR et autres régimes de retraite privés	26 000	40 000
Régimes de retraite d'employeur	67 400	116 300
Avoirs financiers hors des régimes de retraite privés	4 300	7 800
Dépôts dans des institution financières	3 000	3 900
Fonds mutuels, fonds de placement et fiducie de revenu	14 400	46 400 *
Capital-actions	12 500 *	26 600 **
Obligations d'épargne	4 100 *	4 700 **
CELI	...	9 900
Autres avoirs financiers	5 200 *	7 000 *
Avoirs non financiers	95 000	167 000
Résidence principale	123 900	234 200
Autres biens immobiliers	64 700	118 100
Véhicules	9 700	13 400
Autres avoirs non financiers	12 200	9 700
Capitaux propres dans l'entreprise	18 500 *	F
Dettes	**27 200**	**34 200**
Hypothèques	66 600	105 700
Hypothèques sur la résidence principale	65 300	99 900
Hypothèques sur les autres biens immobiliers	75 100	118 500
Marge de crédit	3 700	9 600
Carte de crédit et crédit à tempérament	1 600	2 400
Prêts étudiants	8 000	6 500
Prêts automobiles	10 400	13 700
Autres dettes	5 100	3 400
Valeur nette	**100 200**	**197 900**

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.
** Coefficient de variation entre 25 % et 33 % ; estimation imprécise, fournie à titre indicatif seulement.
F Donnée peu fiable, ne peut être diffusée.
... N'ayant pas lieu de figurer.
Source : Statistique Canada, *Enquête sur la sécurité financière*, fichier maître, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Du côté des passifs, l'endettement médian des ménages ayant contracté des emprunts n'a pas crû de manière significative, celui-ci s'établissant à environ 30 000 $ au cours de la période de référence. La valeur médiane des hypothèques sur la résidence principale a connu une croissance un peu plus prononcée (environ 50 %), soit de 65 300 $ à 99 900 $. Les emprunts médians sur marge de crédit ont connu une progression beaucoup plus rapide, soit une augmentation de 160 % entre 1999 et 2012 (de 3 700 $ à 9 600 $).

Le poids des dettes sur marge de crédit a plus que doublé

La structure des avoirs (soit le poids relatif de chaque composante des avoirs par rapport au total des avoirs) n'a pas connu de changements importants depuis 1999 (tableau 2). En 2012, près d'un dollar sur deux détenus par les familles se retrouve partagé entre les régimes de retraite privés (35 %) et hors des régimes de retraite privés (12 %). Les avoirs non financiers (résidences, véhicules, etc.) suivent avec environ 44 % de la valeur des avoirs totaux. Enfin, les actifs sous forme de capitaux propres dans l'entreprise représentent environ 10 % des avoirs des familles québécoises, une proportion similaire à 1999.

Les trois quarts des passifs des ménages sont constitués de crédit hypothécaire et le quart de dettes de consommation. Contrairement à ce à quoi l'on aurait pu s'attendre, les dettes hypothécaires n'ont pas acquis un poids relatif plus important parmi l'ensemble des actifs par rapport à 1999. Ce qui indique que la croissance importante du marché immobilier n'a pas été suffisante pour modifier la structure globale de l'endettement des ménages. La seule évolution notable se retrouve du côté du crédit à la consommation, où la plus grande utilisation de la marge de crédit semble se confirmer par le fait que le poids de ce type de dette est passé de 4 % à 11 % entre 1999 et 2012.

Définitions

Avoirs totaux : Somme des actifs financiers et non financiers des ménages, comprenant la valeur des régimes de retraite d'employeur calculée sur une base de terminaison. Cette méthode calcule la valeur des droits à une pension pour les personnes qui participaient à un régime de retraite d'employeur en ne tenant compte que de la participation au régime jusqu'au moment de l'enquête. Par exemple, si l'on considère le cas d'une personne âgée de 45 ans ayant participé à un régime de pension d'employeur pendant dix ans, la valeur des prestations de retraite sera calculée en fonction des dix années de service connues (Statistique Canada).

Hypothèques : Somme des dettes hypothécaires contractées pour la résidence principale et les autres actifs immobiliers.

Dettes de consommation : Total des soldes sur les marges de crédit (ordinaire et hypothécaire), carte de crédit et crédit à tempérament, des prêts automobiles, des prêts étudiants et autres dettes.

Dettes totales : Somme de l'ensemble des dettes de l'unité familiale, comprenant le crédit à la consommation (soldes sur les cartes et marges de crédit, crédit à tempérament), les prêts hypothécaires, les dettes d'études et autres dettes.

Avoir net ou patrimoine : Avoirs totaux moins les dettes totales.

Tableau 2

Composition de l'avoir ou de la dette totale des unités familiales, Québec, 1999, 2012

	1999	2012
	%	
Avoirs	**100**	**100**
Avoirs financiers dans les régimes de retraite privés	34,0	34,9
REER, FERR et autres régimes de retraite privés	12,2	10,4
Régimes de retraite d'employeur	21,9	24,5
Avoirs financiers hors des régimes de retraite privés	10,7	11,8
Dépôts dans des institution financières	4,4	3,8
Fonds mutuels, fonds de placement et fiducie de revenu	1,6*	1,8*
Capital-actions	2,2**	2,9**
Obligations d'épargne et autres	0,5	F
CELI	...	0,8
Autres avoirs financiers	2,0**	2,1**
Avoirs non financiers	44,0	43,7
Résidence principale	26,3	28,6
Autres biens immobiliers	7,3	8,3
Véhicules	3,7	2,8
Autres avoirs non financiers	6,7	4,0
Capitaux propres dans l'entreprise	11,2	9,6*
Dettes	**100**	**100**
Hypothèques	77,6	74,9
Hypothèques sur la résidence principale	60,3	55,9
Hypothèques sur les autres biens immobiliers	17,3	19,0*
Dettes de consommation	22,4	25,1
Marge de crédit	4,0	10,6
Carte de crédit et crédit à tempérament	2,6	3,0
Prêts étudiants	3,5	1,3
Prêts automobiles	7,4	8,7
Autres dettes	4,8	1,5*

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.

** Coefficient de variation entre 25 % et 33 % ; estimation imprécise, fournie à titre indicatif seulement.

F Donnée peu fiable, ne peut être diffusée.

... N'ayant pas lieu de figurer.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la sécurité financière*, fichier maître, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

La popularité du CELI se confirme

Les données de l'ESF indiquent peu de changements en matière des comportements financiers des familles (tableau 3). Parmi les plus importants, on peut souligner que la proportion de familles détenant des avoirs financiers dans les régimes de retraite privés a connu une augmentation significative, celle-ci passant de 67 % à 71 %. Ce changement est en bonne partie imputable au fait qu'une proportion plus élevée de familles détient des actifs de régimes de retraite d'employeur. Alors que 45 % des familles avaient au moins un membre détenant des actifs dans ce type de régime en 1999, la proportion atteint 51 % en 2012. L'augmentation de la participation des femmes au marché du travail peut sans doute expliquer en partie ce phénomène[1].

Seulement trois années après l'implantation du programme de compte épargne libre d'impôt (CELI), environ le tiers des familles du Québec ont déposé une part de leurs économies dans ce véhicule d'épargne. Si l'on fait abstraction des dépôts dans des institutions financières, cela fait du CELI un des véhicules d'épargne hors régime de retraite les plus populaires. *A contrario*, les obligations d'épargne semblent avoir subi une désaffection ; seulement 5 % des familles détiennent ce type d'actif en 2012, soit une proportion environ deux fois moins élevée qu'en 1999. La faiblesse des rendements associés à ce type de placement n'est probablement pas étrangère à ce faible taux de participation.

Tableau 3

Proportion d'unités familiales détenant des actifs ou des dettes, Québec, 1999, 2012

	1999	2012
	%	
Avoirs	**100**	**100**
Avoirs financiers dans les régimes de retraite privés	66,7	70,9
REER, FERR et autres régimes de retraite privés	55,2	58,3
Régimes de retraite d'employeur	44,8	51,3
Avoirs financiers hors des régimes de retraite privés	90,3	94,2
Dépôts dans des institution financières	89,0	92,2
Fonds mutuels, fonds de placement et fiducie de revenu	9,3	7,7
Capital-actions	7,2	7,2
Obligations d'épargne	10,2	5,4
CELI	...	30,1
Autres avoirs financiers	9,3	17,2
Avoirs non financiers	100	100,0
Résidence principale	54,6	56,9
Autres biens immobiliers	16,5	16,5
Véhicules	72,0	76,3
Autres avoirs non financiers	100	100
Capitaux propres dans l'entreprise	14,5	13,5
Dettes	**64 3**	**71,3**
Hypothèques	31,8	34,5
Hypothèques sur la résidence principale	29,2	31,8
Hypothèques sur les autres biens immobiliers	5,0	5,6
Dettes de consommation	57,6	66,0
Marge de crédit	15,3	20,7
Carte de crédit et crédit à tempérament	33,3	44,8
Prêts étudiants	11,9	10,1
Prêts automobiles	20,9	34,4
Autres dettes	15,3	12,5

... N'ayant pas lieu de figurer.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la sécurité financière*, fichier maître, adapté par l'Institut de la Statistique du Québec.

1. À ce sujet, on dénote que la participation des femmes à un régime de pension agréé a rejoint celui des hommes en 2012 (Statistique Canada, 2014).

Le recours aux cartes et marges de crédit et aux prêts automobiles s'est significativement accru

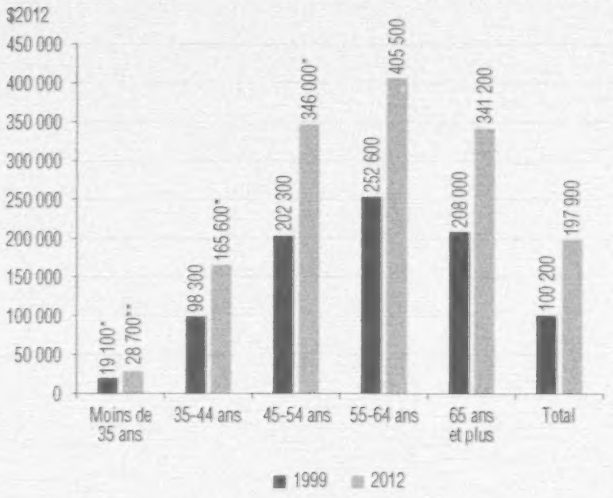
Les familles québécoises ont plus tendance à mobiliser le crédit en 2012. Ainsi, environ sept familles sur dix ont contracté au moins une forme d'emprunt en 2012, alors qu'il s'agissait des deux tiers en 1999. On remarque d'autre part une utilisation plus marquée du crédit à la consommation. À cet égard, le pourcentage de familles ayant des passifs sur carte de crédit et sous forme de crédit à tempérament a crû d'environ 10 points entre 1999 et 2012, celui-ci passant de 33 % à 45 %. Le taux d'utilisation de la marge de crédit a également progressé, quoique dans une moindre proportion ; environ 21 % des familles déclarent avoir ce type de dettes en 2012, alors que ce n'était le cas que de 15 % de celles-ci en 1999. Enfin, la proportion de familles détenant un prêt automobile a connu une augmentation significative. Si seulement un ménage sur cinq avait encouru ce type de prêt en 1999, c'est un peu plus du tiers qui a agi de la sorte en 2012. Le contexte des faibles taux de financement a probablement favorisé la croissance de ce type de crédit.

Les ménages dont le principal soutien économique est âgé entre 35 et 44 ans constituent le groupe qui s'est le plus endetté… et enrichi

Puisque la dynamique de l'évolution du patrimoine est étroitement liée au cycle de vie[2], il importe de porter une attention particulière à l'âge des ménages. Comme on peut le constater à la figure 1, on observe une étroite corrélation positive entre l'âge et le patrimoine. Des familles dont le principal soutien économique est âgé de moins de 35 ans à celles dont le soutien est âgé entre 55 et 64 ans, la valeur patrimoniale médiane progresse d'environ 30 000 $ à un peu plus de 400 000 $ en 2012. Le patrimoine décroît par la suite à 341 000 $ chez les familles âgées de 65 ans et plus, ce qui témoigne de la liquidation des actifs accumulés afin de pallier les revenus du marché. En outre, si l'on exclut les familles âgées de moins de 35 ans, on constate une augmentation relativement homogène du patrimoine (soit d'environ 60 %) dans l'ensemble des groupes d'âge considérés.

Un examen plus détaillé du patrimoine selon l'âge révèle que les ménages qui sont les plus endettés et qui ont le plus accru leur endettement entre 1999 et 2012 sont ceux dont le soutien économique est âgé de 35 à 44 ans (tableau 4). Ces derniers

Figure 1
Valeur nette médiane des unités familiales selon l'âge du principal soutien économique, Québec, 1999, 2012



* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.
** Coefficient de variation entre 25 % et 33 % ; estimation imprécise, fournie à titre indicatif seulement.
Source : Statistique Canada, *Enquête sur la sécurité financière*, fichier maître, adapté par l'Institut de la Statistique du Québec.

présentent un endettement médian d'environ 110 000 $ en 2012, alors que celui-ci n'atteignait que 45 500 $ treize ans plus tôt. La valeur médiane des dettes à la consommation de ce groupe d'âge atteint 18 500 $ en 2012, soit un niveau similaire à celui affiché par les ménages âgés de 45 à 54 ans. Derrière cet endettement accru, les familles dont le principal soutien économique est âgé de 35 à 44 ans se sont enrichies, la valeur médiane de leurs avoirs totaux étant passée de 170 400 $ à 322 800 $ au cours de la période. Cet accroissement paraît fortement tributaire de la hausse des avoirs non financiers (soit principalement de la valeur de la résidence principale) de 123 800 $ à 218 000 $, une augmentation de 76 %, ce qui s'avère une hausse relativement plus élevée que ce qui est observé chez les autres groupes d'âge.

On constate également une hausse significative de l'endettement à la consommation chez l'ensemble des groupes d'âge considérés, et ce, même chez les ménages âgés de 65 ans et plus. Quoiqu'ils fassent partie des ménages les moins endettés, la valeur médiane de leurs dettes de consommation s'est significativement accrue, celle-ci passant d'environ 3 900 $ à 7 000 $ entre 1999 et 2012.

2. À ce sujet, voir Gauthier (2015).

Tableau 4

Avoirs et dettes des unités familiales ayant des actifs ou des dettes selon l'âge du principal soutien économique, montants médians, Québec, 1999, 2012 (dollars constants de 2012)

		Avoirs financiers dans les régimes de retraite privés	Avoirs financiers hors des régimes de retraite privés	Avoirs non financiers	Total des avoirs	Hypothèques	Dettes de consommation	Total des dettes	Valeur nette
					$2012				
2012	Moins de 35 ans	21 400	3 300**	27 400**	47 800**	136 900	10 000*	29 200**	28 700**
	35-44 ans	69 600	5 900	218 000	322 800	136 700	18 500	112 300*	165 600*
	45-54 ans	162 500*	9 900	228 100	432 200	87 700*	15 200	51 900	346 000*
	55-64 ans	341 700	9 900*	208 600	463 800	80 000*	13 500	27 200*	405 500
	65 ans et plus	240 200	14 300*	156 900	365 200	74 500*	7 000*	11 700*	341 200
	Total	**111 400**	**7 800**	**167 000**	**303 800**	**105 700**	**12 800**	**34 200**	**197 900**
1999	Moins de 35 ans	10 600	1 900	18 700*	30 500*	82 500	9 300	18 400*	19 100*
	35-44 ans	38 900	3 800	123 800	170 400	73 000	8 200	45 500	98 300
	45-54 ans	116 800	5 800	136 300	245 400	64 600	11 000	34 100	202 300
	55-64 ans	223 800	6 200*	123 800	276 800	50 700	5 300*	14 600*	252 600
	65 ans et plus	138 900	12 900	99 700	211 700	45 400*	3 900*	7 700**	208 000
	Total	**61 800**	**4 300**	**95 000**	**155 200**	**66 600**	**8 400**	**27 200**	**100 200**

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence

** Coefficient de variation entre 25 % et 33 % ; estimation imprécise, fournie à titre indicatif seulement

F Donnée peu fiable, ne peut être diffusée

... N'ayant pas lieu de figurer

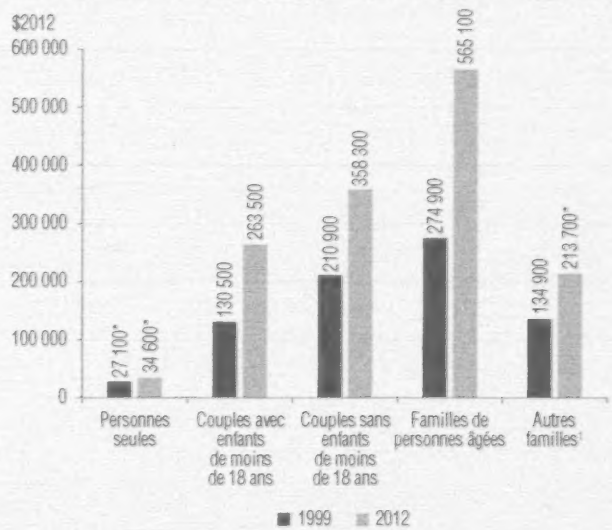
Source : Statistique Canada, *Enquête sur la sécurité financière*, fichier maître, adapté par l'Institut de la statistique du Québec

Les familles de personnes âgées[3] ont connu une forte hausse de valeur du patrimoine

La constitution du patrimoine dépend évidemment des caractéristiques familiales. Les personnes seules accumulent en général moins de richesses que celles vivant en couple, puisque ces dernières peuvent souvent compter sur deux sources de revenus. La valeur médiane du patrimoine des personnes seules se chiffre ainsi à moins de 50 000 $ en 2012, alors que celle-ci se situe au-dessus des 200 000 $ pour l'ensemble des unités familiales (figure 2). Les familles de personnes âgées demeurent celles qui détiennent le patrimoine le plus important, celui-ci ayant d'ailleurs connu une augmentation importante entre 1999 et 2012. Leur valeur nette médiane a doublé, celle-ci passant de 274 900 $ à 565 100 $ au cours de la période, soit un taux d'accroissement analogue à celui des couples avec enfants (de 130 500 $ à 263 500 $). D'autre part, on note que les couples sans enfants ont accumulé un patrimoine financier plus important que celui des personnes avec enfants, ce qui résulte pour l'essentiel d'un effet de cycle de vie. En effet, environ la moitié des couples sans enfants de 18 ans sont âgés de 55 à 64 ans, soit un âge où les enfants ont généralement quitté le nid familial (donnée non illustrée). Étant plus âgés, ces couples cumulent un patrimoine plus important que celui des familles plus jeunes.

Figure 2

Valeur nette médiane selon le type de famille (famille économique et personnes seules), Québec, 1999, 2012



* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.

1. Autres familles : cette catégorie comprend les couples mariés non âgés, avec d'autres parents, mais sans enfants, les familles monoparentales et autres types de familles non âgées.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la sécurité financière*, fichier maître, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

3. Familles dont le principal soutien économique est âgé de 65 ans et plus.

Les ménages dont le principal soutien économique a atteint un niveau universitaire ont une valeur patrimoniale plus élevée

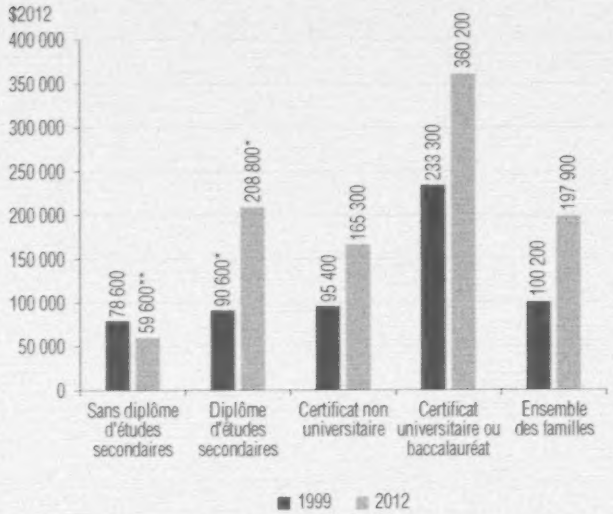
Les ménages dont le principal soutien économique a obtenu un diplôme de niveau universitaire jouissent généralement d'un patrimoine plus important; leur valeur médiane ayant atteint 360 200 $ en 2012, alors que celle-ci se situe sous les 200 000 $ chez les échelons de scolarité inférieurs (figure 3). Si la scolarité peut s'avérer un atout non négligeable pour obtenir des revenus plus élevés[4], on n'observe toutefois pas de différence significative entre la valeur nette médiane des familles dont le principal soutien économique a un diplôme d'études secondaires et celle des familles ayant un diplôme de niveau postsecondaire non universitaire (environ 200 000 $). Alors que le patrimoine a eu tendance à croître chez l'ensemble des familles, celles dont le principal soutien économique ne détient pas au moins un diplôme d'études secondaires ont quant à elles connu une stagnation de leur richesse entre 1999 et 2012.

Les ménages déclarant un revenu après impôt entre 25 000 $ et 49 999 $ ont connu un enrichissement relatif plus important

La valeur patrimoniale est étroitement corrélée aux revenus des ménages. Comme on peut le constater à la figure 4, plus les revenus sont élevés, plus l'équité ou la valeur nette des ménages tend à augmenter. Alors que la valeur patrimoniale médiane des ménages déclarant moins de 25 000 $ n'atteint que 10 000 $ en 2012, soit une valeur comparable à 1999, celle pour les ménages ayant 125 000 $ et plus de revenus franchit le cap des millions de dollars (1 314 600 $ en 2012). Quoique les écarts demeurent importants entre ce groupe de revenus élevés et ceux se situant dans les échelons inférieurs, le patrimoine médian des ménages ayant plus de 125 000 $ de revenus a connu une des plus faibles augmentations parmi les tranches de revenus considérés. À ce chapitre, on constate que ce sont les familles déclarant entre 25 000 $ et 49 999 $ qui ont connu la plus forte augmentation de richesses : la valeur nette de leurs actifs passe ainsi d'environ 100 000 $ à 170 000 $ entre 1999 et 2012, soit une appréciation d'environ 70 % de la valeur patrimoniale. Cette hausse est notable dans la mesure où les ménages appartenant à cette classe de revenus représentent environ le tiers des ménages du Québec (donnée non illustrée).

Figure 3

Avoirs nets médians des unités familiales selon le niveau de scolarité du principal soutien économique, Québec, 1999, 2005



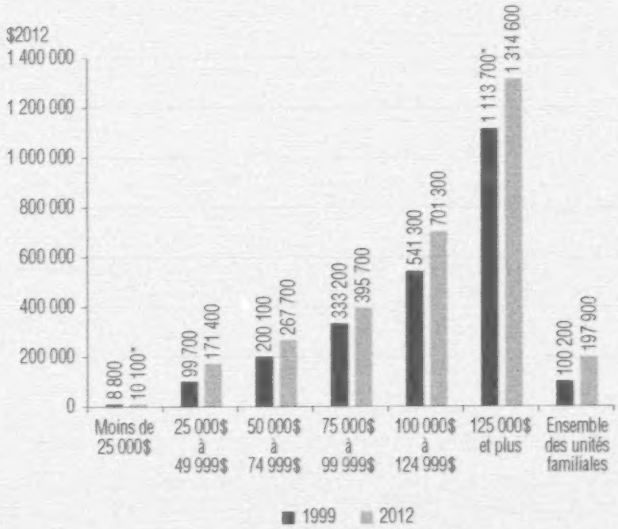
* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.

** Coefficient de variation entre 25 % et 33 % ; estimation imprécise, fournie à titre indicatif seulement.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la sécurité financière*, fichier maître, adapté par l'Institut de la Statistique du Québec.

Figure 4

Valeur nette médiane des unités familiales selon le revenu familial après impôt, Québec, 1999, 2012 (dollars constants de 2012)



* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la sécurité financière*, fichier maître, adapté par l'Institut de la Statistique du Québec.

4. À ce sujet, voir le tableau à l'adresse suivante : http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/conditions-vie-societe/revenu/revenu/mod1_p_1_1_4_0.htm.

Les inégalités de valeur patrimoniale se sont approfondies en 2012

L'analyse de la distribution des familles selon le quintile d'avoirs nets[5] permet d'apprécier plus précisément le degré d'inégalité de la valeur patrimoniale entre les ménages. À cet effet, les données de l'ESF démontrent des écarts importants entre les quintiles. Les ménages faisant partie des premier et deuxième rangs quintiles ont respectivement accumulé des avoirs nets médians d'environ 2 000$ et 42 400$ en 2012, alors que ces avoirs grimpent respectivement à 198 000$, 488 100$ et 1 168 500$ pour les quintiles supérieurs suivants (tableau 5). D'autre part, le patrimoine des deux quintiles inférieurs a connu une augmentation relativement modérée depuis 1999 par rapport aux quintiles supérieurs. Pendant que la valeur médiane de leurs avoirs nets a crû d'environ 40 %, celle des 3e, 4e et 5e quintiles a crû d'environ 100 %. Par conséquent, l'écart avec les quintiles inférieurs s'est approfondi. Alors que les avoirs nets du 3e quintile étaient environ trois fois supérieurs à ceux du 2e quintile en 1999, ceux-ci sont dorénavant quatre fois et demie plus élevés en 2012.

Tableau 5

Avoirs, dettes et valeur nette des unités familiales selon le quintile d'avoirs nets, Québec, 1999, 2012 (dollars constants de 2012)

		1999			2012		
		Moyenne	Médiane	% des avoirs, des dettes, de l'avoir net	Moyenne	Médiane	% des avoirs, des dettes, de l'avoir net
		$2012			$		
1er quintile	Avoirs	8 500**	2 700	0,6	11 000	5 500	0,4
	Dettes	19 500*	6 400*	6,0	17 000*	7 000	3,1*
	Valeur nette	F	1 300	F	F	1 800*	F
2e quintile	Avoirs	56 100	41 700	3,8	87 400	55 100	3,2
	Dettes	35 700	12 400*	13,8	56 900	12 600*	11,4
	Valeur nette	31 800	29 900	2,4	48 200	42 400	2,0
3e quintile	Avoirs	153 400	144 500	10,4	295 100	286 800	10,8
	Dettes	62 900	53 400	26,4	115 800	103 600	26,8
	Valeur nette	107 100	100 200	8,2	202 300	198 000	8,5
4e quintile	Avoirs	298 300	288 200	20,2	582 800	558 900	21,4
	Dettes	64 600	46 500	24,4	108 800	61 300	23,7
	Valeur nette	255 600	246 500	19,6	500 800	488 100	21,0
5e quintile	Avoirs	964 500	681 100	65,1	1 749 000	1 284 900	64,2
	Dettes	86 800	49 700	29,4	173 500*	80 800	35,1
	Valeur nette	912 900	632 800	69,9	1 627 600	1 168 500	68,4
Total	Avoirs	295 900	155 200	100	544 800	303 800	100
	Dettes	54 600	27 200*	100	97 000	34 200	100
	Valeur nette	260 800	100 200	100	475 700	197 900	100

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence

** Coefficient de variation entre 25 % et 33 % ; estimation imprécise, fournie à titre indicatif seulement

F Donnée peu fiable, ne peut être diffusée

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la sécurité financière*, fichier maître, adapté par l'Institut de la statistique du Québec

5. Un quintile correspond approximativement à 20 % des ménages. Le premier quintile représente 20 % des ménages ayant le plus faible patrimoine, le second représente 20 % des ménages qui se retrouvent immédiatement au-dessus du premier quintile, et ainsi de suite.

Conclusion

Cet examen sommaire du patrimoine des familles québécoises a permis de saisir l'évolution des principales composantes de leurs actifs et de leurs dettes entre 1999 et 2012. Globalement, les familles ont connu un enrichissement, dans la mesure où l'avoir net médian a été multiplié par deux au cours de la période, soit de 100 200 $ à 197 900 $. Les actifs dans les fonds de retraite ont connu une augmentation importante, et ce, à l'instar des actifs immobiliers. Du côté des passifs, les familles ont plus souvent recours au crédit qu'auparavant, environ trois familles sur quatre ont contracté des dettes en 2012, alors qu'il ne s'agissait que de deux familles sur trois en 1999. On observe d'ailleurs un recours significativement plus élevé aux cartes et marges de crédit ainsi qu'aux prêts automobiles. Ces changements de comportement financier se sont traduits par un accroissement du poids des dettes sur marge de crédit par rapport à l'ensemble du passif des familles. Or, contrairement à ce à quoi l'on aurait pu s'attendre, le poids relatif des dettes immobilières est demeuré stable malgré la hausse de la valeur des emprunts hypothécaires.

Du côté des actifs, les données de l'*Enquête sur la sécurité financière* illustrent que le CELI a été adopté par près du tiers des familles québécoises, ce qui vient confirmer la popularité de ce véhicule d'épargne permettant de soustraire de l'impôt les gains en capital qui en sont issus. À l'opposé, le véhicule d'épargne de retraite « traditionnel » qu'est le REER a stagné depuis 1999 et la proportion de ménages détenant des obligations d'épargne a connu une forte diminution.

Si on a pu observer un accroissement général de la valeur patrimoniale, il a été également possible de voir que l'accumulation de richesses et de dettes varie grandement en fonction des caractéristiques des familles. Parmi les faits saillants soulevés, on peut souligner que les familles dont le principal soutien économique est âgé entre 35 et 44 ans constituent le groupe qui a le plus accru son endettement au cours de la période étudiée. Par contre, cette hausse de leur niveau d'endettement s'est également accompagnée d'une hausse importante des actifs. D'une manière un peu plus préoccupante, les familles de ce groupe ont également accru leur endettement à la consommation. Sans surprise, les ménages âgés de 65 ans et plus sont les moins endettés, mais ils le sont toutefois plus qu'en 1999, notamment au chapitre du crédit à la consommation. Les familles de personnes âgées ont connu malgré cela une forte hausse de la valeur de leur patrimoine.

D'autre part, nous avons pu remarquer que la richesse accumulée par les ménages est étroitement associée au niveau de scolarité du principal soutien économique ainsi qu'aux revenus de la famille. Sur ce point, les données de l'ESF illustrent que les ménages déclarant un revenu après impôt entre 25 000 $ et 49 999 $ ont connu un enrichissement plus important entre 1999 et 2012. Enfin, mentionnons que les inégalités de valeur patrimoniale se sont approfondies entre les familles au cours de cette période, soit entre celles formant 40 % des familles les moins nanties et celles formant 60 % des plus riches. Le patrimoine s'est ainsi accru de moins de 50 % chez les familles les moins favorisées, alors que celui des familles les plus aisées a connu une augmentation d'environ 100 %.

Références

GAUTHIER, Marc-André (2015). « L'endettement des familles québécoises : une comparaison Québec, Ontario, Canada », *Données sociodémographiques en bref*, Institut de la statistique du Québec, p. 1-10

STATISTIQUE CANADA (2014). *Régimes de pension au Canada, au 1er janvier 2013*, Le Quotidien.

DANS LA MÊME COLLECTION

Vient de paraître

n° 38	Les naissances au Québec et dans les régions en 2014	Mai 2015
n° 37	La migration interrégionale au Québec en 2013-2014 : nouvelle baisse de la mobilité	Mars 2015
n° 36	La population des régions administratives, des MRC et des municipalités du Québec en 2014	Février 2015
n° 35	Les conditions de vie des familles québécoise en 2011	Décembre 2014

À paraître

n° 40	**La mortalité et l'espérance de vie au Québec en 2014**	Mai 2015

AUTRES PUBLICATIONS DE LA DIRECTION DES STATISTIQUES SOCIODÉMOGRAPHIQUES

Vient de paraître

Données sociodémographiques en bref, vol. 19 n° 2 • L'endettement des familles québécoises : une comparaison Québec, Ontario, Canada • Exploration du lien entre le revenu et le patrimoine des ménages québécois • Un portrait des dix premières années de mariages de conjoints de même sexe au Québec	Février 2015
La victimisation de la population québécoise : victimisation criminelle et cybervictimisation	Février 2015
Le bilan démographique du Québec. Édition 2014	Décembre 2014
Perspectives démographiques du Québec et des régions, 2011-2061, édition 2014	Septembre 2014

À paraître

Données sociodémographiques en bref, vol. 19 n° 3 *(titres provisoires)* • Vieillissement démographique au Québec : comparaison avec les pays de l'OCDE • La privation matérielle • Profil des personnes fortement endettées • Validation des données de l'ENM à l'aide des données fiscales	Juin 2015

Ce bulletin est réalisé par : Marc-André Gauthier, analyste
Direction des statistiques sociodémographiques

Direction des statistiques sociodémographiques : Paul Berthiaume, directeur

Ont collaboré à la réalisation : Anne-Marie Roy, mise en page
Esther Frève, réviseure linguistique
Direction des communications

Pour plus de renseignements : Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy, 3e étage
Québec (Québec) G1R 5T4
Téléphone : 418 691-2406
Télécopieur : 418 643-4129

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives Canada
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
2e trimestre 2015
ISSN 1920-9444 (en ligne)

© Gouvernement du Québec,
Institut de la statistique du Québec, 2010

Toute reproduction autre qu'à des fins de consultation personnelle est interdite sans l'autorisation du gouvernement du Québec.
www.stat.gouv.qc.ca/droits_auteur.htm

Institut de la statistique Québec